

L'INDEPENDANCE DU TRANSKEI *xsa / geo / wah /*

Lundi 25 octobre 1976, à 23 h 55, le drapeau sud-africain sera amené pour la dernière fois à Umtata, la capitale du Transkei. 101 coups de canon marqueront à 0 h la naissance de la République du Transkei.

Quelle est donc cette entreprise de « décolonisation » de l'Afrique du sud ? Pourquoi Prétoria, pressée de toutes parts de laisser la Namibie s'auto-déterminer, organise-t-elle « l'indépendance » du Transkei, un des neuf « foyers nationaux » ou bantoustans d'Afrique du sud ?

Les doctrinaires de l'Appartheid, cherchant dès l'arrivée du parti national au pouvoir en 1947, à préserver la domination de la minorité blanche, ont imaginé de dénommer « nations » les groupes ethniques ou tribaux, de leur attribuer un peu de terre (13 % de la superficie totale), et de proclamer leur vocation à l'indépendance.

C'est ainsi que l'Afrique du sud compte neuf bantoustans (1), officiellement appelés « foyers nationaux ». Le Transkei — « nation » des Xhosas, dont l'indépendance sera proclamée le 26 octobre, est censé précéder les huit autres bantoustans sur cette voie.

Plutôt que l'hypothétique viabilité économique de tel ou tel bantoustan (le Transkei étant à cet égard mieux doté que les autres, étant d'un seul tenant

géographique, disposant de bonnes terres et d'un accès à la mer), c'est le principe même de l'indépendance qui est constestable.

« Si vous n'aimez pas le père, ne condamnez pas l'enfant », disent, comme pour s'excuser, les dirigeants du Transkei, dont le pouvoir tient au bon vouloir de Prétoria.

Mais ce faisant, Kaiser Matanzima, le premier ministre du Transkei, et son frère Georges, ministre de la justice, s'appuyant sur une petite bourgeoisie africaine créée à coups de millions de Rands par Pretoria, et sur la chefferie traditionnelle, jouent à 100 % le jeu des dirigeants sud-africains dont c'est le premier succès après une série d'échecs.

Pour les Blancs, l'indépendance d'un bantoustan constitue un enjeu important : en acceptant de renoncer à la citoyenneté sud-africaine, les habitants du Transkei n'ont plus droit à revendiquer un partage des immenses richesses du pays : les 2 millions de Xhosas (sur 4 millions au total) qui vivent et travaillent en dehors du Transkei, devenant qu'ils le veuillent ou non citoyens du nouvel état, n'ont plus à revendiquer de droits politiques ou autres en Afrique du sud, ils deviennent des immigrés... La responsabilité des leaders africains qui acceptent un tel marché pour une parcelle de pouvoir est immense.

Sans justifications historiques, sans aspirations populaires à l'indépendance — l'idée en a été émise à Prétoria et non à Umtata —, la République du Transkei et celles qui pourraient suivre ne font que renforcer le régime d'Apartheid au risque de le perpétuer.

De plus, sur le plan économique, les bantoustans constituent pour l'Afrique du sud, un réservoir de main d'œuvre bon marché, meilleur marché encore que dans les zones industrielles urbaines... (2).

Prétoria fournit actuellement les 2/3 du budget du Transkei, et dépense des dizaines de millions de Rands (construction de l'aéroport international Kaiser Matanzima...) pour créer l'illusion d'un état qui ne sera en fin de compte, comme le diagnostique un journal financier de Johannesburg, qu'un « satellite » de l'Afrique du sud.

Mais pour John Vorster, il s'agit d'un nouveau « coup de poker », qui, en cas de réussite, permettra de prolonger la domination blanche.

(1) Kwazulu, Transkei, Bophutatswana, Lebowa, Gazankulu, Ciskei, vendlant, Basotho Qwa Qwa, Swazi (voir carte p. 20)

(2) C'est ce qu'a compris Peugeot, qui, en transférant son usine de montage de bicyclettes de la région de Johannesburg, à Babelagi, au bantoustan Bophutatswana, a diminué les salaires des Africains...